

LES CHEMINS DE LA **MÉMOIRE**

UNE PUBLICATION DU MINISTÈRE DES ARMÉES, SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION, DIRECTION DES PATRIMOINES, DE LA MÉMOIRE ET DES ARCHIVES



1941

RÉSISTER, S'ORGANISER

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

Ministère des armées

Secrétariat général pour l'administration

Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives

Bureau des actions pédagogiques et de l'information

60 boulevard du général Martial Valin - CS 21623

75700 Paris Cedex 15

Abonnement/résiliation

dpma-cheminsdememoire.redac.fct@intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Sylvain MATTIUCCI

RÉDACTRICE EN CHEF

Christelle CAPELLE (BAPI)

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Nolwenn DÉAN (BAPI)

COMITÉ DE RÉDACTION

Maurice BLEICHER (BVAC)

Nadine BONNEFOI (SHD)

Catherine DUPUY (ECPAD)

Laura GARNIER (ONAC-VG)

Rachel GUERROUMI (ONAC-VG)

Guillaume PICHARD (BLMN)

François ROYAL (SHD)

Isabelle SOLANO (DPC)

Paul-Emmanuel ZEVORT (BAPI)

RESPONSABLE DE LA VERSION NUMÉRIQUE

Joëlle ROSELLO (BAPI)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES ABONNÉS

Frédéric GUÉNARD (BAPI)

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION

Florence DUHOT (SGA/COM)

MAQUETTISTE/GRAPHISTE

Pôle Graphique de Tulle (SCA/CIM)

IMPRESSION ET ROUTAGE

Pôle Graphique de Tulle (SCA/CIM)

2, rue Louis Druliolle

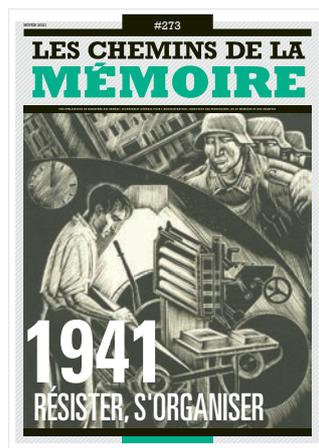
CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N°ISSN : 1150-70 55 - Tirage : 23 000 exemplaires

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2021Chemins
de MÉMOIRE

Le site Internet Chemins de mémoire propose
des dossiers sur l'actualité mémorielle
et des articles historiques pour aller plus loin
cheminsdememoire.gouv.fr

Retrouvez les anciens numéros
des *Chemins de la mémoire* dans la rubrique
« Mémoire et Patrimoine »
www.defense.gouv.fr



←

Illustration de Jean Chièze publiée dans *Épreuves dans l'ombre*,
édité « à la mémoire des imprimeurs parisiens fusillés, décédés
dans les camps allemands ou disparus et de leurs ouvriers
et de tous les imprimeurs inconnus qui ont donné leur vie pour la
liberté », 1946.

© MRN/fonds de l'imprimerie Baumann et Ochs, 2014.

L'ACTUALITÉ

3

L'ÉVÉNEMENT

4/5

2021, commémorer
les premières résistances

LE DOSSIER

6/10

1941
RÉSISTER, S'ORGANISER

CAHIER CENTRAL

Enquête de lectorat

L'ENTRETIEN

11

Odile de Vasselot de Régné

L'ACTEUR

12

L'association des engagés volontaires
de Saint-Pierre-et-Miquelon

RELAIS

13

Chanter la Résistance

CARREFOUR (S)

14/15



Pantagruel, n° 9, avril 1941, journal d'information clandestin fondé à Paris en octobre 1940. © MRN/fonds de la famille Langevin – don Annette et Tiapa Langevin, 2018.52.

L'ANNÉE ÉCLIPSÉE ?

« Il fallait faire quelque chose ». Ces mots confiés par Odile de Vasselot de Régné, ancien membre du réseau Comète, traduisent l'engagement des résistants de 1941, année souvent éclipsée au regard de la débâcle de l'année 1940 et des tourments de 1942. Le cycle du 80^e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale est une occasion de mieux comprendre son importance par le rappel des principaux événements qui ont façonné ses 365 jours, de l'opposition des territoires ultramarins à Vichy, aux premiers mouvements de Résistance, en passant par les protestations populaires ayant marqué les bassins miniers du Nord.

Après un numéro consacré en 2020 à l'année 1940 et au célèbre Appel du 18 juin, celui-ci nous offre un panorama complet de cette année 1941, commentée sous la plume de l'historienne Cécile Vast. Il nous plonge dans les méandres de la résistance des premières heures, dont nous disposons de peu d'images. Seuls les journaux papiers, les tracts et les affiches témoignent des prémices de ce combat mené dans l'ombre, alors que sévit la répression et que débute les exécutions, à l'image de celle d'Honoré d'Estienne d'Orves.

Ce numéro liminaire est également l'occasion pour la rédaction de la revue *Les Chemins de la mémoire* de solliciter pour la première fois votre opinion de lecteur au travers d'un court questionnaire. Les réponses apportées contribueront à la réalisation d'un contenu toujours plus riche, en adéquation avec vos aspirations et attentes.

Sylvain MATTIUCCI
Directeur des patrimoines, de la mémoire et des archives



L'AGENDA

JANVIER

- 17** Présentation du Jaguar A91, avion emblématique de l'opération Daguet, au musée de l'Air et de l'Espace.
- 27** Journée internationale de commémorations en mémoire des victimes de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité.

FÉVRIER

- 18** Commémoration du 150^e anniversaire du siège de Belfort.

MARS

- 19** Journée nationale du souvenir et de recueillement en mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.
- 23** Présentation officielle de l'exposition temporaire "L'année 1941 au Mont-Valérien".

29-08 1941

C'est la date de l'exécution d'Honoré d'Estienne d'Orves, il y a 80 ans. Cet officier de la Marine française a fondé en octobre 1940 le réseau de renseignements Nemrod. Trahis par l'un des leurs, ses membres sont arrêtés en 1941. Trois d'entre eux, dont Honoré d'Estienne d'Orves, fait Compagnon de la Libération en 1944, sont condamnés à la peine capitale et fusillés au fort du Mont-Valérien. Leur mort frappe les consciences et conduit de nombreux jeunes gens à s'engager dans la Résistance.

2021, COMMÉMORER LES PREMIÈRES RÉSISTANCES

APRÈS UNE ANNÉE 2020 SOUS LE SIGNE DU 80^È ANNIVERSAIRE DE L'ANNÉE 1940 ET DE L'HOMMAGE À DE GAULLE, LE MINISTÈRE DES ARMÉES ET SES PARTENAIRES COMMÉMORERONT CES PROCHAINS MOIS L'ACTION DES PREMIERS MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE ET LES COMBATS DE LA FRANCE LIBRE.



La rédaction

C'est en 1941 que des femmes, des hommes, des territoires ou des villes s'engagèrent, quel qu'en fût le prix, dans un combat de tous les instants. Le serment de Koufra du colonel Leclerc jurant de libérer la France, l'union des territoires ultramarins pour délivrer la métropole du joug nazi, ou encore le sacrifice d'Honoré d'Estienne d'Orves et de Berty Albrecht, qui payèrent de leur vie leur opposition à l'occupant, sont des exemples de cet esprit de résilience et de résistance qui sera célébré cette année. Dans la continuité de l'année mémorielle 2020, la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) du ministère des armées et ses partenaires accompagnent et soutiennent les initiatives commémoratives, patrimoniales et pédagogiques s'inscrivant dans la poursuite du cycle du 80^e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale.

UN CYCLE QUI MOBILISE LARGE- MENT, DES TERRITOIRES À L'IN- TERNATIONAL

Sous réserve d'une amélioration de la situation sanitaire, cette année mémorielle 2021 verra la mobilisation de nombreux acteurs, qu'ils soient associatifs, culturels ou institutionnels. Les musées et lieux de mémoire tout d'abord s'emparent du sujet afin de saisir les spécificités et enjeux de cet ensemble bigarré que constituent les premiers mouvements de résistance. À titre d'exemple, le Centre d'histoire La Coupole (Saint-Omer, Pas-de-Calais) propose à ses visiteurs de découvrir ou

redécouvrir, jusqu'au 30 juin 2021, l'exposition temporaire « 1940, De Gaulle, la Résistance en Nord-Pas-de-Calais ». Réalisée avec le soutien de la DPMA, elle revient sur les victoires des Forces françaises libres, notamment la prise de l'oasis de Koufra, le 1^{er} mars 1941. Par ailleurs, le Mont-Valérien, Mémorial de la France combattante, présente dès ce mois de mars une exposition sur l'année 1941 et les premiers fusillés.

C'est aussi à l'initiative des associations que ce cycle commémoratif sera ponctué de temps forts mettant en lumière l'ancrage local de la mémoire de 1941. Ainsi par exemple, l'Amicale Châteaubriant Voves Rouillé Aincourt rendra hommage aux fusillés de Châteaubriant le dimanche 17 octobre 2021.

Enfin, la saison mémorielle 2021 a vocation à s'étendre au-delà de l'hexagone. En effet, cette mémoire a une forte résonance à l'étranger, qu'il s'agisse des combats de la France Libre au Liban et en Syrie, de l'opération Barbarossa en Russie ou encore de l'entrée en guerre des États-Unis le 8 décembre 1941, donnant l'occasion à la France et à son partenaire outre-Atlantique de commémorer leur combat commun contre le nazisme et pour la liberté.

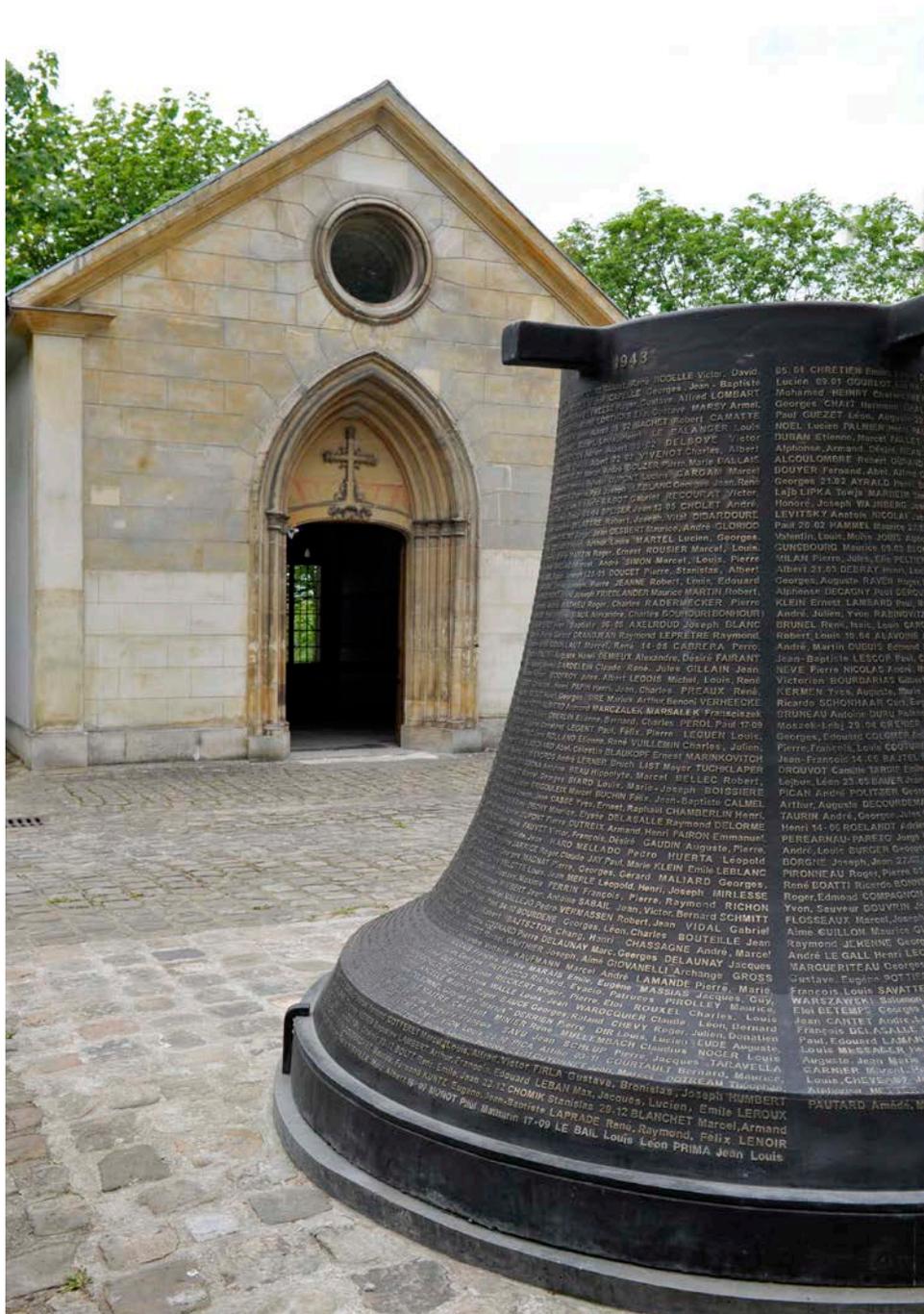
LE MINISTÈRE DES ARMÉES, AC- TEUR ET CHEF D'ORCHESTRE

Les projets les plus remarquables, portés par les associations, les collectivités territoriales, les établisse-

ments scolaires ou encore le réseau diplomatique de défense à l'étranger, pourront être soutenus, accompagnés et valorisés par le ministère des armées, notamment à travers l'attribution d'un label « Année mémorielle 2021 ». Au regard de son patrimoine et de la mémoire combattante ravivée à l'occasion de cet anniversaire, le ministère des armées se doit aussi d'être l'un des moteurs essentiels de ce cycle mémoriel. Aussi, la DPMA préparera et organisera plusieurs temps forts commémoratifs, tels que l'hommage à deux Compagnons de la Libération, Honoré d'Estienne d'Orves, fusillé le 29 août 1941 au Mont-Valérien, et Berty Albrecht, décédée le 31 mai 1943 à la prison de Fresnes.

Le ministère œuvre par ailleurs à rendre disponibles de nouvelles ressources. En témoignent la publication de ce numéro de la revue *Les Chemins de la mémoire* ou encore le prolongement de l'espace numérique consacré au cycle commémoratif. Créé sur le site internet www.cheminsdememoire.gouv.fr en 2020, ce dernier est régulièrement alimenté avec de nouveaux contenus historiques, pédagogiques et audiovisuels. Il permet également de mettre en avant les initiatives des membres du réseau des musées et mémoriaux des conflits contemporains (MMCC), dont la DPMA assure l'animation, et de partenaires privilégiés comme les fondations mémorielles.

Le monument aux fusillés auprès de la chapelle du Mont-Valérien.
© Jacques ROBERT SGA/DMPA.



LA MISSION PÉDAGOGIQUE AU CŒUR DU CYCLE MÉMORIEL

La dimension pédagogique ne saurait être absente de ce cycle en ce qu'elle est considérée, depuis plusieurs années désormais, comme l'un des vecteurs essentiels à la transmission de cette mémoire de la Résistance. En attestent les programmes scolaires de l'enseignement secondaire qui, malgré les réformes successives, rendent obligatoire l'étude de celle-ci pour tous les élèves français. À ce titre, la DPMA a adapté ses ressources à la récente évolution des programmes scolaires, avec la mise en ligne de contenus inédits sur la plateforme d'enseignement de défense Educ@def. Toujours dans le cadre de son partenariat étroit et privilégié avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le ministère de l'agriculture et de l'alimentation (au titre de l'enseignement agricole), la DPMA a lancé, pour l'année scolaire 2020-2021 et en cohérence avec les attendus pédagogiques, un appel à projets à destination des enseignants et leurs élèves intitulé « Les Résistances en Europe ». D'autres partenaires sont pleinement engagés dans la mise à disposition de ressources pédagogiques numériques, à l'instar du musée de la Résistance en ligne ou encore des fondations partenaires du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister. », reconduit en 2020/2021, peut inciter des classes à s'intéresser aux premiers mouvements de Résistance. Le concours célébrera d'ailleurs cette année le 60^e anniversaire de sa création avec la réalisation d'un documentaire et d'une exposition nationale. Sous forme d'une rétrospective, ils retraceront son histoire, analyseront ses enjeux et mettront en lumière son actualité. Une manière de construire la mémoire d'un défi scolaire qui a contribué et contribue encore à perpétuer la mémoire des résistants et déportés.

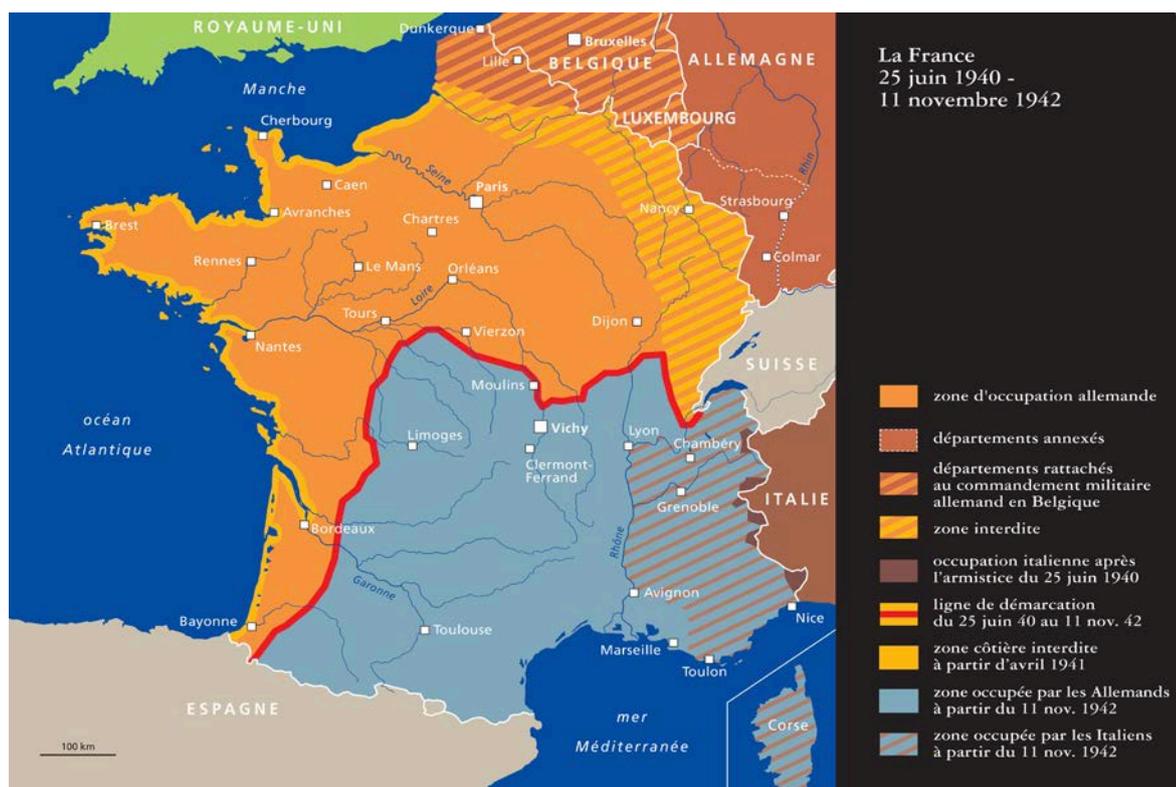
Entre transmission de savoirs académiques et temps commémoratifs impliquant les acteurs français et leurs homologues étrangers, le dynamisme autour de l'année 1941 atteste de l'empreinte de cette mémoire de la Seconde Guerre mondiale 80 ans plus tard. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Espace consacré au cycle commémoratif sur le site internet www.chemins-dememoire.gouv.fr

Carte de la France démantelée au lendemain de la signature des conventions d'armistice avec l'Allemagne et l'Italie établissant des zones interdites et annexées, ainsi qu'une ligne de démarcation entre la zone occupée et la zone Sud.

© Musée de la Libération de Paris
musée du général Leclerc
musée Jean Moulin/
Latitude-Cartagène.



1941 RÉSISTER, S'ORGANISER

Si les événements de l'année 1941 sont souvent passés sous silence, ils n'en restent pas moins décisifs, tant sur le sol français qu'à l'extérieur de celui-ci. En effet, c'est bien dès 1941 que les premiers mouvements de résistance civile et militaire se structurent et font, dans le même temps, la lancinante expérience de la répression.



Cécile VAST

Docteur en histoire,
université de Franche-Comté

« 1941. Il neige. Le silence de Paris est seulement un peu plus profond. Les gens rendus modestes par le malheur se souhaitent timidement une année "meilleure". » Ces quelques mots très sobres notés par Jean Guéhenno à la date du 1^{er} janvier 1941 dans son *Journal des années noires* disent beaucoup de l'atmosphère sombre qui caractérise une année plongée dans la nuit de l'Occupation. Rejetée dans l'ombre de l'effondrement de 1940 et des tournants majeurs de l'année 1942, 1941 reste en partie méconnue. À l'échelle des individus et des sociétés dans la guerre, la chronologie épouse rarement les scansion régulières du calendrier. Les études sur l'Occupation, sur l'opinion ou sur les débuts de la Résistance s'accordent toutes, à quelques nuances près, sur la même périodisation. Si le premier semestre de 1941 s'inscrit dans le prolongement de la fin de 1940, deux ruptures marquent la deuxième partie de l'année : l'été avec l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie et

l'automne, meurtri par la terreur que provoquent les premières exécutions massives d'otages et de résistants. Dans une France occupée et divisée, il faut attendre la fin de l'année 1941 pour voir s'estomper peu à peu les décalages entre les deux principales zones. Autant pour ce qui concerne l'état de l'opinion que pour les actes et les formes de résistance, des temporalités différentes rythment toujours les prises de conscience.

UN RIGOUREUX CONTRÔLE DE L'OPINION

Du côté de ceux qui, encore rares, choisissent de « faire quelque chose » contre Vichy ou l'occupant, l'isolement l'emporte encore largement. Ces quelques groupes de personnes ne sont cependant pas en marge de la société ; leurs actions s'insèrent dans un environnement dont les préoccupations évoluent tout au long de l'année 1941.

Si l'un et l'autre ne peuvent se confondre, le développement de la Résistance dépend aussi de l'opinion dans son ensemble. Les autorités allemandes comme celles de l'état de Vichy ne s'y trompent d'ailleurs pas et surveillent étroitement la population : rapports de situation (*Lageberichten*) des diverses administrations militaires locales allemandes (*Militärbezirke, Feldkommandanturen, Kreiskommandanturen*), contrôles techniques et postaux, rapports mensuels des préfets. Les moindres signes d'agacement ou les manifestations d'humeur sont scrutés et systématiquement signalés. Autant de failles, de dissonances et d'interstices propices à l'expression plus ouverte d'une hostilité. Trois phénomènes suscitent particulièrement l'attention de Vichy et de l'occupant : l'attachement au maréchal Pétain, la politique de collaboration et les relations avec les troupes allemandes. Avec un décalage de plusieurs mois entre les deux zones, l'opinion dissocie de plus en plus la personne du maréchal de sa politique et de son gouvernement. Si le prestige de Pétain reste très élevé dans le sud du territoire, administré par Vichy, la présence contraignante de l'occupant dans la partie occupée atténue ce fervor, sans pour autant remettre en question la figure du chef de l'État français. Depuis l'entrevue de Montoire (24 octobre 1940), la politique de collaboration suscite en revanche un rejet quasi-immédiat en zone nord. L'absence de troupes allemandes en zone sud explique une certaine indifférence à l'égard de la collaboration : ainsi, le renvoi de Pierre Laval du gouvernement le 13 décembre 1940 semble dissiper quelque temps les désillusions de l'entrevue de Montoire. Partout en France, l'hiver 1941 reste dominé par la résignation et des préoccupations quotidiennes centrées sur les difficultés matérielles.

LA MONTÉE DES PREMIÈRES CONTESTATIONS

Il faut attendre le printemps puis l'été pour percevoir des changements notables dans les attitudes ordinaires, que traduisent quelques manifestations collectives de mécontentement. Ainsi de la grève des mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais en mai et juin ou des rassemblements patriotiques à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc à Paris en mai, ou du 14 juillet, comme le montre par exemple le rapport du

→
Guerre 1939-1945. Le maréchal Pétain et l'amiral Darlan avec des ouvriers, lors d'un voyage en Gascogne, septembre 1941.
© Roger-Viollet.

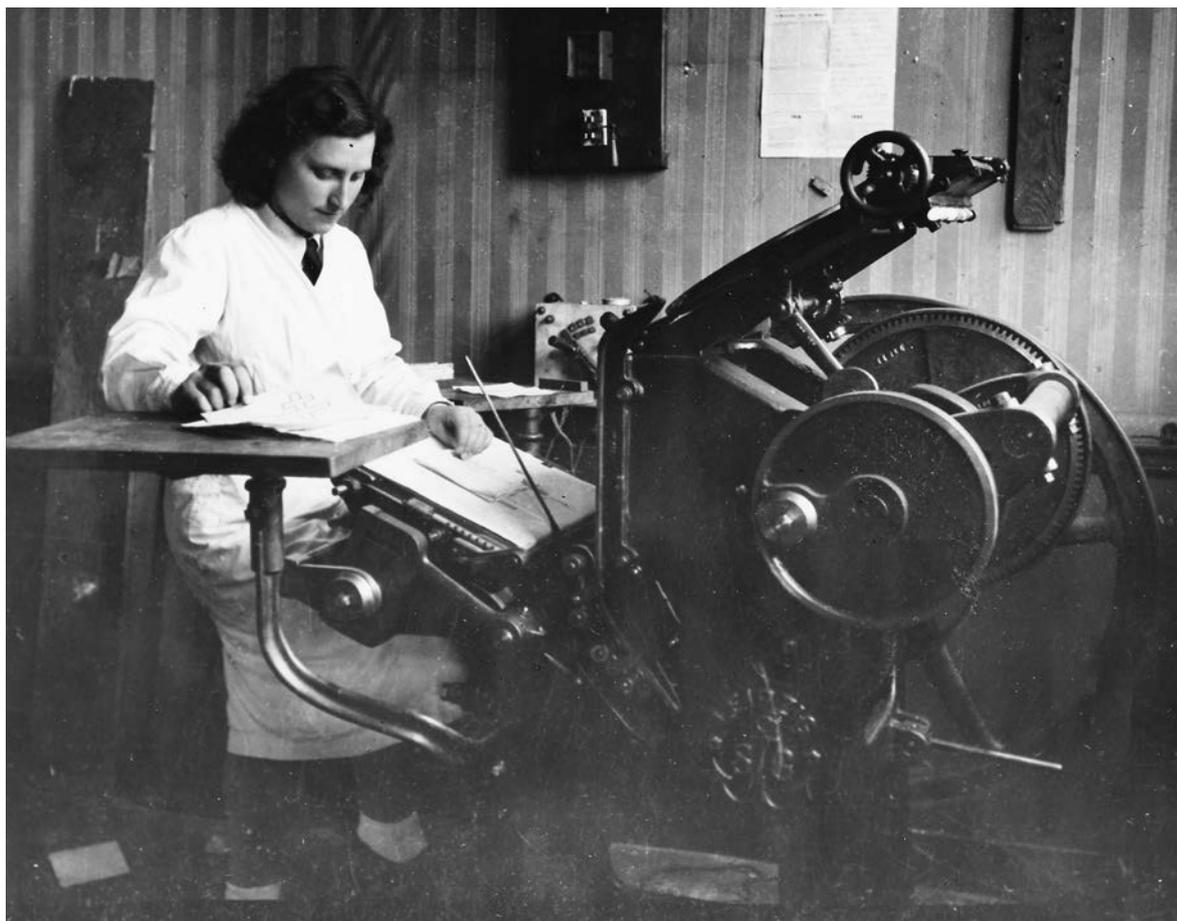


préfet du Territoire de Belfort le 1^{er} août : « À l'occasion de la Journée du 14 juillet, d'assez nombreuses personnes, des femmes surtout, ont arboré des cocardes, rubans, etc. aux couleurs nationales. » (Rapport du préfet du Territoire de Belfort, 1^{er} août 1941, Archives départementales du Territoire de Belfort, 99 W 138). Pour sa part, Jean Guéhenno relève dans son journal à la date anniversaire de l'invasion de Paris par les Allemands le 14 juin : « Aujourd'hui les Parisiens aux yeux de verre, par un accord secret, portent tous une cravate noire : Résistance à l'oppression ! ». Le mot « Résistance » renvoie ici à l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Ce climat général s'explique à la fois par une situation économique et sociale dégradée (restrictions, réquisitions, rationnement) et par les événements de la guerre (renforcement de la politique de collaboration par l'amiral Darlan, affrontements franco-français entre gaullistes et vichystes en Syrie, offensive nazie contre l'URSS le 22 juin). Le fameux discours prononcé par le maréchal Pétain le 12 août 1941, dans lequel il condamne l'esprit du « vent mauvais », n'inverse pas la tendance, bien au contraire.

Les exécutions d'otages de l'automne 1941 choquent profondément l'opinion. Le 31 octobre, le préfet de la Haute-Saône résume assez simplement une situation qui vaut pour une grande partie du territoire : « En ce qui concerne la politique extérieure, et plus particulièrement nos rapports avec l'Allemagne, l'idée de collaboration qui, comme on le sait, n'est pas admise sans réticence dans cette région, a encore perdu du terrain du fait de nombreuses exécutions d'otages opérées au cours de ce mois. » (Rapport du préfet de la Haute-Saône, 31 octobre 1941, Archives départementales de la Haute-Saône, 40 W 8). Ainsi, un lent processus de clarification est nettement perceptible à la fin de l'année 1941. Un courant diffus, minoritaire, modeste, pluraliste, encore isolé mais dont les expressions collectives sont plus visibles (campagnes des « V », gestes patriotiques, manifestations de ménagères, grèves et autres formes de mécontentement) trouve un écho favorable dans l'opinion. Ce climat ne peut évidemment pas se confondre avec un engagement plein et entier dans la clandestinité.



←
Guerre 1939-1945.
Affiche à la mémoire des otages fusillés à Châteaubriant (Loire-Atlantique).
Dessin de Simo.
Le 22 octobre 1941.
© Roger-Viollet.



→

Imprimerie clandestine
du mouvement

Défense de la France,
rue de l'université, Paris.

© Fondation de la Résistance.

LA PRESSE CLANDESTINE, ÉLÉMENT FÉDÉRATEUR DES GROUPES DE RÉSISTANCE

Après les premiers tâtonnements, l'isolement et l'invention des formes de l'action en 1940, deux évolutions majeures caractérisent la Résistance en 1941 : un processus de rapprochements et l'entrée dans la lutte armée. Certes, la division du territoire français conduit à des décalages dans les prises de conscience. Mais la tendance de fond est à la cristallisation et à l'élargissement progressif du phénomène résistant à des cercles plus larges de la société. Dans les deux zones, les noyaux qui s'étaient constitués à la fin de 1940 continuent à se déployer au cours de l'année 1941.

En zone non occupée, les groupes pionniers fusionnent fin 1940 : La Dernière Colonne, après quelques revers, devient Libération-Sud en juillet 1941, Liberté et Libération nationale se regroupent en novembre au sein du mouvement Combat, France-Liberté forme Franc-Tireur. Liberté, créé à l'automne 1940 par deux professeurs de droit, François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen, édite jusqu'au 1^{er} octobre 1941 un journal clandestin éponyme, *Liberté*, développe le recrutement dans une grande partie du sud-est et met sur pied des groupes francs chargés d'organiser des actions spectaculaires contre les collaborateurs. Libération nationale est un mouvement imaginé par Henri Frenay à la fin de 1940 et se structure dans un premier temps, au cours de l'année 1941, autour de deux feuilles clandestines, *Les Petites Ailes de France* puis *Vérités*. Enfin, c'est à Lyon, notamment autour d'Antoine Avinin, Élie Péju et Jean-Pierre Lévy, que les tracts dactylographiés de la petite équipe de France-Liberté trouvent dans le premier numéro ronéotypé de *Franc-Tireur* en décembre 1941 l'aboutissement de longs mois d'effort. C'est aussi dans cette ville, au pied de la colline de Fourvière, que naît *Témoignage chrétien*, journal et mouvement dirigés par le père Pierre Chaillot.

En zone occupée, sont créés les mouvements Défense de la France et Libération-Nord dotés l'un et l'autre d'un journal du même nom, le mouvement Organisation civile et militaire ou encore le journal clandestin *La Voix du Nord*, tandis que la « nébuleuse » du Musée de l'Homme multiplie les activités multiformes de renseignement, d'hébergement, d'évasion et de contre-propagande. Ces mouvements qui, pour la plupart, survivent jusqu'en 1944, se structurent dans les villes, plus à même de fournir matériels, informations ou complicités dans les administrations. Leur développement repose sur un recrutement élargi, diversifiant ainsi la sociologie de la Résistance (étudiants, cheminots, ouvriers).

Avec des nuances, trois traits caractérisent l'action des mouvements de résistance : la contre-propagande et l'éveil des consciences ; l'ouverture sur la société ; l'élaboration de projets politiques. Si les mouvements développent presque tous des activités militaires (groupes francs, renseignement), celles-ci restent généralement subordonnées aux décisions politiques. C'est le plus souvent autour de la rédaction, de la fabrication et de la diffusion de la presse clandestine que se structurent les principaux mouvements. Outre qu'elle facilite les adhésions au-delà du cercle étroit des rédacteurs (approvisionnement, impression, stockage, acheminement, distribution), la contre-propagande vise également à sensibiliser et à mobiliser les populations.

UNE MOSAÏQUE DE MOUVEMENTS

L'opinion constitue de fait l'un des enjeux majeurs de la stratégie d'action des mouvements. Très éloignés de la discrétion des réseaux, ils parlent d'eux, s'affirment et imposent peu à peu leur légitimité politique face à

Vichy. Loin de constituer un bloc uniforme, les mouvements se démarquent les uns des autres par leurs diverses sensibilités politiques. La dissolution des partis et des syndicats par le régime de Vichy laisse des milliers de militants sans attache. Une petite partie rejoint les mouvements, accentuant l'orientation politique adoptée par les fondateurs. Si Libération-Nord, Libération-Sud et Franc-Tireur recrutent essentiellement dans les milieux laïcs et socialistes, Combat, Défense de la France et Témoignage chrétien sont proches de la démocratie chrétienne. Les idées de la droite traditionnelle imprègnent l'Organisation civile et militaire (OCM). Quant au Front national, bien que voué à un recrutement large, il reste sous l'influence du parti communiste. La création du Front national de lutte pour l'indépendance de la France en mai 1941 se distingue en effet de celle des autres mouvements. Elle relève de la stratégie de l'Internationale communiste qui, dans sa directive du 26 avril 1941, modifie ses objectifs pour les partis communistes : ils doivent renoncer à l'idée de « guerre impérialiste » et faire de la « libération nationale » la principale priorité de leur action. Le 15 mai 1941, le parti communiste français clandestin lance un appel « Pour la formation d'un Front national de l'indépendance de la France ». Le Front national est un mouvement de résistance politique qui souhaite recruter bien au-delà des seuls militants communistes.

Cette diversité n'est pas que politique ; la situation différente des deux zones conditionne la priorité accordée à telle ou telle activité. En 1941, la présence de l'occupant allemand en zone nord oblige les mouvements à se doter très vite d'une structure militaire. Ainsi de l'OCM et de Libération-Nord. Défense de la France fait figure d'exception. En revanche, dans la France de Vichy, la dimension politique est largement privilégiée. Combat se singularise avec l'Armée secrète, sa branche paramilitaire. Par ailleurs, la recherche d'une liaison avec Londres motive les premiers rapprochements, au-delà de sa portée symbolique et de l'espoir qu'elle suscite. C'est entre mars et septembre 1941 que Jean Moulin prend contact avec les responsables des organisations de résistance et tente d'en établir un inventaire précis. Il part à Londres en octobre et convainc le général de Gaulle de la mission officielle-



→
Pierre-Henri Teitgen
(1908-1997), fondateur du
mouvement Liberté, 1947.

© Roger-Viollet.

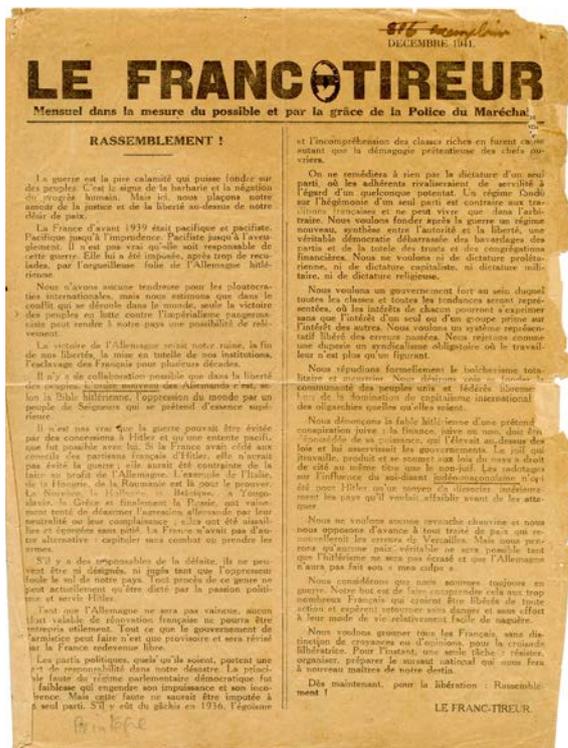
ment pour réaliser dans un premier temps « l'unité d'action » en zone non occupée. La mission « Rex » est parachutée en France le 2 janvier 1942.

Enfin, apparus dès l'été 1940, souvent impulsés par la France libre ou par les services secrets alliés, les réseaux se distinguent des autres formes de résistance par un travail centré essentiellement sur les activités militaires. Une partie non négligeable est créée en 1941. Leur développement et leur implantation obéissent à des besoins spécifiques : organiser des filières d'évasion, recueillir des renseignements militaires et économiques, réaliser des opérations de sabotage. L'évasion et le renseignement privilégient les littoraux, les frontières, les lieux de passage et les grands centres de pouvoir à forte présence allemande.

**LE DUR APPRENTISSAGE DE LA
CLANDESTINITÉ ET DE LA RÉPRESSION**

Avec les attentats meurtriers contre des soldats allemands, un seuil est franchi à l'été 1941. En menant les premiers la lutte armée, les communistes bousculent les pratiques d'action des autres organisations de résistance. La création du Front national puis l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie le 22 juin 1941 entérinent la participation des communistes à la Résistance. Face à une stratégie « attentats-représailles », qui a pour objectif politique de réintroduire la France dans la guerre et de faire basculer l'opinion dans le camp de la lutte, les autres mouvements sont partagés entre réticence et désarroi. Les attentats de l'été 1941 contre des soldats allemands ne sont pas immédiatement revendiqués par les dirigeants communistes. Quant au général de Gaulle, s'il les comprend, il demande pour le moment de « ne pas tuer d'Allemands » (23 octobre 1941).

Si l'année 1941 est celle, décisive, d'une première cristallisation des différents groupes de résistance, elle est aussi celle du dur apprentissage de la clandestinité et de la répression. Plus encore que l'opinion, les moindres actes subversifs sont étroitement surveillés et traqués autant par les occupants allemands que par les autorités de Vichy.



←
Le Franc-Tireur,
n° 1, décembre 1941.

© MRN/collection historique, 1985.



←

Un des premiers avis annonçant des représailles, à la suite de l'attentat à la bombe commis le 29 novembre 1941, rue Championnet, et de l'agression dont a été victime, le 2 décembre 1941, un officier allemand du service de santé.

© Service historique de la Défense.

Les premiers font appliquer le droit pénal allemand par des tribunaux militaires qui jugent les atteintes aux troupes d'occupation puis, dès le début de l'année 1941, les actions supposées de ce que les Allemands qualifient de mouvement « gaulliste ».

La traque et l'arrestation précèdent les jugements ; en zone occupée, l'*Abwehr* utilise le contre-espionnage et la méthode de l'infiltration par des agents doubles. C'est ainsi qu'est rapidement démantelé le réseau Nemrod monté par Honoré d'Estienne d'Orves : à la suite d'une trahison, toute l'équipe est arrêtée le 21 janvier 1941. À l'issue d'un procès qui s'ouvre le 13 mai, d'Estienne d'Orves et ses compagnons sont condamnés à mort pour espionnage puis exécutés le 29 août 1941 au Mont-Valérien. Le même sort est réservé à plusieurs secteurs du groupe du Musée de l'Homme : deux vagues d'arrestation se succèdent entre janvier et avril puis entre juillet et septembre. Les exemples se multiplient : le chef du groupe Pantagruel, Raymond Deiss, est arrêté en octobre 1941 — il sera décapité à Cologne en août 1943 —, Jean Lebas créateur de L'homme libre dans le Nord, arrêté en mai 1941, est déporté et meurt en février 1944 à Sonnenburg. Enfin, au moment de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, et avant même les premiers attentats de l'été 1941, l'occupant durcit son activité judiciaire notamment contre les communistes : arrestations, condamnations à mort puis exécutions à partir de l'automne 1941.

En zone non occupée, Vichy s'attache à réprimer les « menées antinationales » et utilise dans un premier temps l'arsenal juridique hérité de la III^e République. Ce sont donc les tribunaux correctionnels qui jugent les actes « subversifs », propos « séditieux » et autres « insultes » à la personne du maréchal. Face à l'augmentation et à la radicalisation des actions de résistance, une juridiction d'exception est mise en place avec des sections spéciales créées par la loi du 14 août

1941 et qui visent particulièrement les communistes.

Par la répression, les résistants de 1941 font un apprentissage particulièrement douloureux d'une clandestinité marquée par une extrême vulnérabilité qu'aggrave souvent l'absence de règles ou de cloisonnement, et parfois d'incroyables imprudences. À l'exemple d'Agnès Humbert qui cache sous les marches en bois de l'escalier de son appartement parisien le journal personnel dans lequel apparaissent les noms des protagonistes du groupe du Musée de l'Homme. Ou du jeune séminariste Jean Kammerer qui glisse dans une de ses lettres l'un des tracts favorables aux États-Unis qu'il distribue à Lyon en laissant au verso de l'enveloppe son adresse personnelle. Arrêté, il est emprisonné deux semaines en octobre 1941. Les arrestations, les jugements, les exécutions puis, avec la promulgation en décembre 1941 du décret Keitel, la déportation : l'année 1941 voit s'intensifier une impitoyable répression contre de multiples formes de résistance. « *Le général von Stülpnagel annonce de nouvelles représailles. Combien de temps cela durera-t-il ? s'interroge Jean Guéhenno le 16 décembre. Un an, deux ans, dix ans peut-être. Il faudrait trouver les moyens de durer à travers cette horreur, de s'installer en elle, d'attendre. Mais comment faire ? On a du sang jusqu'au ventre et tout autour de soi. Comment ne pas le voir ?* ». Cette « horreur » qui s'abat sur eux n'empêche pas les survivants et les rescapés des temps pionniers de prolonger l'action autrement, par rebonds et par greffes. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Sébastien Albertelli, Julien Blanc et Laurent Douzou, *La lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance*, Seuil, 2019.

François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006.

ODILE DE VASSELOT DE RÉGNÉ

En 1940, âgée d'à peine vingt ans, Odile de Vasselot de Régné commet son premier acte de résistance. D'autres suivront au sein des réseaux de renseignement et d'évasion Zéro France et Comète. La Médaille de la Résistance n'a depuis jamais cessé de témoigner.



←
© Nolwenn Déan.

Quel est votre premier souvenir lié à la Résistance ?

Dès le début de la guerre, mes sœurs et moi avons commencé à déchirer des affiches, qu'elles soient de Vichy ou allemandes. Parfois, il y en avait de Philippe Henriot. Il parlait tous les soirs à la TSF pour dire aux jeunes hommes de s'engager, même sous uniforme allemand. On faisait alors une bulle qui sortait de sa bouche avec notre craie et on écrivait : « Je suis un salaud. » Nous dessinions aussi des croix de Lorraine avec une petite craie sur les murs des hôtels où habitaient les Allemands. Très vite, on a reçu des journaux clandestins dans notre boîte aux lettres. Je me suis alors dit que ce que nous faisons n'était que des broutilles et qu'il devait exister des choses plus sérieuses. Je me suis mise à chercher, sans pouvoir en parler par peur d'être dénoncée.

Quel rôle le réseau Zéro France vous avait-il attribué ?

Tous les week-ends, je devais partir pour Toulouse avec un paquet. J'ai su après-guerre que c'était le « courrier descendant ». Je prenais le train de nuit le vendredi soir à 20h. Le samedi midi, arrivée à Toulouse, je me rendais dans un restaurant. Je demandais la serveuse Rolande. Je posais le paquet sur la chaise à côté de moi. Elle m'apportait un autre paquet, le « courrier remontant ». Je le mettais dans ma valise, bien caché. Je reprenais le train le samedi soir et rentrais le dimanche matin à Paris. J'avais ensuite rendez-vous avec le réseau en face de l'église

Saint-Philippe-du-Roule. Le plus difficile était de mentir à maman au sujet de mes activités, d'autant plus que je devais découper deux nuits par semaine. J'avais fait l'école des bibliothécaires à l'Institut catholique. Je lui avais donc dit qu'on me demandait d'aller à Versailles pour fonder une bibliothèque pour l'hôpital de la ville alors que je ne savais même pas s'il y en avait un.

Quel est votre souvenir le plus marquant au sein du réseau Comète ?

Le jour où nous avons été trahis. C'était le 4 janvier 1944. J'effectuais le trajet Bachy-Rumes, sans doute celui que j'ai le plus souvent fait. À Rumes, au lieu de trouver quatre « boys » [ndlr : aviateurs alliés tombés en zone occupée], je n'en ai trouvé que deux. J'ai dit au bistrotier que je partais avec eux et que je reviendrais le lendemain chercher les deux autres. À Lille, nous avons pris le train à destination de Paris. Entre Douai et Arras, j'ai entendu sur ma droite : « Présentez vos cartes d'identité s'il vous plaît ! » Mon sang n'a fait qu'un tour. J'ai présenté ma carte la première. La Gestapo me l'a rendue sans même la regarder. Un agent a gardé la carte du boy qui était à ma droite et lui a dit : « Comment vous appelez-vous ? » [Elle reproduit le geste qu'a fait le boy signifiant qu'il n'a pas compris la question]. Le type a demandé sa carte d'identité au boy qui était à ma gauche et lui a posé la même question. Lui non plus ne

l'a pas comprise et n'a donc pas répondu. Les Allemands savaient que les boys seraient dans ce train. Ils les ont fait descendre à Arras. Les boys sont passés devant moi, ne m'ont pas fait de clin d'œil mais m'ont regardée. J'imagine qu'ils voulaient me dire merci quand même, bonne chance ou bon courage. Ils ont seulement été prisonniers de guerre et sont revenus. Ce qui m'étonne encore, c'est que les Allemands ne savaient pas que le convoyeur était une jeune fille. Comme j'étais parfaitement à leur convenance, à savoir yeux bleus, blonde et jeune, ils ne m'ont rien demandé.

Pourquoi est-il important pour vous de continuer à témoigner ?

Il n'y a plus beaucoup de personnes ayant vécu la guerre et étant encore en vie. Je dis toujours que je ne suis pas venue pour raconter des histoires d'anciens combattants, aussi passionnant que ce soit. Je veux que les personnes qui m'écoutent ne retiennent qu'une seule chose : il ne faut jamais baisser les bras malgré les difficultés que l'on a eues et auxquelles on aura encore à faire face. Il y a toujours une solution.



La rédaction

POUR EN SAVOIR PLUS

L'intégralité de l'entretien est à retrouver sur www.cheminsdememoire.gouv.fr.



→
Poste émetteur
de Saint-Pierre.

© SHD/DE, 2007 ZC 18 1,
fonds du Comité d'histoire
de la Seconde Guerre mondiale.



La rédaction

Quelques mois après la signature de l'armistice de juin 1940, la population de Saint-Pierre-et-Miquelon, archipel français de l'Atlantique Nord, manifeste son hostilité au gouvernement de Vichy. Les îles dépendent alors du gouverneur des Antilles, l'amiral Robert, qui reste fidèle au maréchal Pétain. Concomitamment au départ des 25 évadés, premiers volontaires partis rejoindre clandestinement le général de Gaulle, une active opposition se développe et demande le ralliement à la France Libre. À l'aube du 24 décembre 1941, les forces navales françaises libres, menées par l'amiral Muselier, se glissent dans le chenal qui sépare Miquelon de Saint-Pierre. En moins d'une heure, les administrations stratégiques sont aux mains des troupes de débarquement. La population, consultée par référendum, approuve à plus de 98 % le ralliement à la France Libre. Très rapidement, près de 500 habitants (sur un total d'environ 4000) s'engagent pour participer à l'effort de guerre.

Pour la population de l'archipel, chaque 24 décembre constitue désormais une occasion de commémorer cet épisode. Néanmoins, cette mémoire ne perdure pas seulement par le souvenir puisqu'elle reste profondément inscrite dans la chair des deux engagés volontaires encore en vie que sont Madeleine Mahé et Paule Garzoni, Eugène Théault, dernier homme ancien combattant, ayant disparu le 9 décembre 2020. Elle se transmet également grâce aux actions menées par l'association des engagés volontaires de Saint-Pierre-et-Miquelon. Créée au sortir de la guerre par les engagés, elle est aujourd'hui gérée par leurs enfants et regroupe une vingtaine de membres. Françoise Claireaux-Théault, secrétaire de l'association, résume parfaitement la volonté collective de ces derniers : « Nous ne voulions pas que tout cela parte dans l'oubli. Il est important qu'il reste des traces. »

Afin d'inscrire cette mémoire dans le paysage îlien, un projet de mémorial en hommage aux engagés volontaires a vu le jour. Pour établir la liste des noms, les souvenirs d'Eugène Théault

L'ASSOCIATION DES ENGAGÉS VOLONTAIRES DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

À l'occasion du 80^e anniversaire du ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France Libre, l'association locale des engagés volontaires souhaite inscrire dans le marbre les noms de celles et ceux qui, refusant la soumission à Vichy, se sont mobilisés de 1940 au 1^{er} août 1943.

ont constitué une ressource précieuse. Aucune archive n'ayant été établie, il a couché sur le papier les nom et prénom des hommes et femmes qui avaient, comme lui et son épouse, choisi de résister. Le document a ensuite été publié en mairie, avec appel à la population, et sur la page Facebook de l'association. 528 personnes, qui disposaient du document attestant de leur engagement, ont ainsi été recensées. Leurs identités seront désormais inscrites sur 11 stèles de granit, derrière lesquelles sera édifiée une croix de Lorraine. L'emplacement choisi pour accueillir ce mémorial est fort en symbole : la place Alain Savary, compagnon de la Libération, située au confluent de rues qui portent le nom d'officiers de marine ayant participé à la libération de l'archipel, tels les commandants Blaison et Birot. La date prévue pour l'inauguration l'est tout autant. Elle devrait en effet se tenir le 18 juin 2021, jour anniversaire de l'Appel du général de Gaulle.

Pour trouver les fonds nécessaires à la réalisation du projet, l'association a multiplié les initiatives. Si elle a fait appel au financement participatif et à la générosité des entreprises, elle s'est également lancée dans la confection et la vente de masques, utiles dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Les acteurs publics ont eux aussi été sollicités puisque des subventions du ministère des Outre-mer, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des mairies des deux îles ont été perçues. L'hommage aux territoires ultramarins étant programmé dans le cadre du 80^e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale, la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives du ministère des armées a elle aussi apporté son soutien au projet.

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.facebook.com/Engagés-Volontaires-des-FFL-de-St-Pierre-et-Miquelon-189897904973071/>

CHANTER LA RÉSISTANCE



La rédaction

DANS LE CADRE DE LEUR PARTICIPATION AU CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION (CNRD), QUARANTE ÉLÈVES DE TROISIÈME DU COLLÈGE FRANÇOIS VILLON (PARIS) CHANTENT LA PAROLE DES RÉSISTANTS ET DÉPORTÉS. UNE FAÇON, POUR CES COLLÉGIENS D'UNE ZONE D'ÉDUCATION PRIORITAIRE, DE S'APPROPRIER L'HISTOIRE ET DE GAGNER EN ASSURANCE.

C'est en juin 2019 que Christine Combaz, Clémence Habbaba et Amaury Pierre, respectivement professeurs de français, d'histoire-géographie et de musique, décident de faire concourir leurs futurs élèves de troisième au CNRD, qui célèbre cette année son 60^e printemps. Si la crise sanitaire a contraint les enseignants à repousser leur participation de quelques mois, le thème de réflexion, intitulé « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister. », est resté inchangé. Leur projet, collectif et interdisciplinaire, mêle écoute, lecture et mise en voix de la parole de résistants et déportés. Il porte par ailleurs un objectif pédagogique majeur, résumé par Christine Combaz : transmettre un pan de la mémoire nationale à « des enfants dont, pour certains, les arrière-grands-parents n'ont pas participé à la guerre et qui n'ont aucun souvenir à écouter ou médailles à admirer ». En cours d'histoire, cela se traduit par l'étude de la Résistance, thème majeur du programme de troisième, et la réalisation d'une frise chronologique sur laquelle figurent ceux l'ayant incarnée. En français, les élèves travaillent sur un corpus de textes emblématiques et édifiants comprenant notamment L'Appel du 18 juin du général de Gaulle ou encore *La Traversée du mal* de Germaine Tillion. Aidés d'un comédien, ils acquièrent progressivement l'éloquence et la solennité que requiert la lecture de ces discours et témoignages, et gagnent confiance en eux. À l'origine, ces enseignements s'accompagnaient d'une sortie mémorielle par mois. Si certaines ont dû être annulées ou reportées en raison de la pandémie, les élèves ont néanmoins assisté à une conférence du musée de l'Armée sur l'année 1940 et visité la Fondation Charles de Gaulle, rue Solférino à Paris. L'ultime particu-



Élèves faisant partie du chœur lors d'une répétition.

© Collège F. Villon.

larité du projet réside dans sa dimension musicale. Amaury Pierre a ainsi en charge les répétitions et le travail artistique. Il veille à ce que « l'émotion passe au travers de la musique » et des chants comme le *Chant des Marais* (le chant des déportés). Face à l'engouement des élèves, le projet a dépassé le cadre du CNRD et convaincu l'ensemble des élèves du collège qui ont rejoint leurs camarades. Il s'est également ouvert aux élèves d'autres établissements, tels les lycéens professionnels de Frédéric Bartholdi. Le chœur, qui regroupait initialement une vingtaine d'enfants, en compte désormais près d'une centaine.

Les enseignants se félicitent de la dynamique instaurée qui contribue à donner un autre visage aux zones d'éducation prioritaire « en montrant qu'il s'y passe de belles choses ». Les élèves sont eux aussi conquis, comme en témoignent les propos confiés par

Djeneba : « Ces chants sont vrais, issus de la réalité ; les mots sont forts et donnent envie de chanter, de communiquer avec l'orchestre ».

Soutenu financièrement par la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives du ministère des armées, le collège François Villon se produira lors de deux concerts en 2021 ; le 27 mai, dans la salle principale de la Légion d'honneur et le 31 mai, au Théâtre 14. La mention « lutte contre la haine et les préjugés » lui sera prochainement attribuée dans le cadre de l'opération interministérielle « Héritiers de mémoire ». ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/5e-edition-de-loper-ation-heritiers-de-memoire>

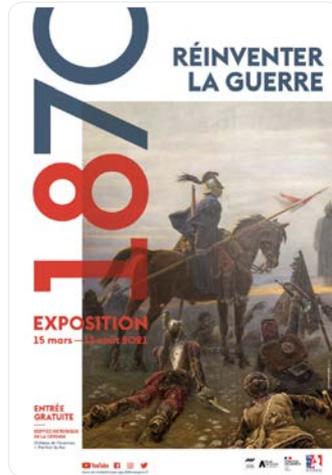
EXPOSITIONS



LE 11 NOVEMBRE 1940

2020 marquait le 80^e anniversaire de la manifestation des étudiants et lycéens à Paris le 11 novembre 1940. Ce jour-là, bravant les interdictions des autorités allemandes et du gouvernement du maréchal Pétain, des milliers de jeunes se sont rendus sur la tombe du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe. Ainsi, ils commémorent l'anniversaire de l'Armistice de 1918, mais manifestent également leur opposition à l'occupation allemande et à la politique de collaboration du régime de Vichy. C'est la seule manifestation estudiantine à Paris connue avant 1944. Par ailleurs, cet événement est considéré par le général de Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, comme "la première réponse publique" à son Appel du 18 juin 1940. Au travers d'une sélection de documents issus d'archives publiques comme d'archives privées, cette exposition virtuelle retrace le déroulement de cette journée emblématique que fut le 11 novembre 1940, aussi bien à Paris qu'en province. Revenant sur les conséquences de cet événement, les mémoires de la manifestation étudiante sont également évoqués. Enfin, l'exposition propose de suivre les parcours individuels de plusieurs manifestants.

À partir du 10 novembre 2020 (durée illimitée). Exposition en ligne : <http://www.museedelaresistanceenligne.org>

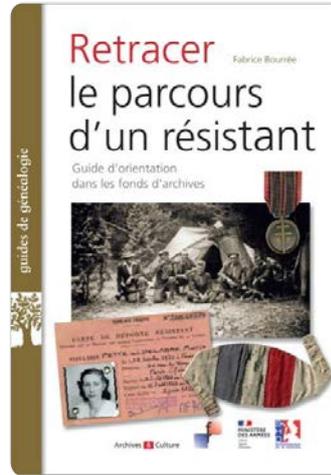


1870, RÉINVENTER LA GUERRE

Il y a 150 ans était ratifié l'armistice entre la République française et l'Empire allemand, mettant fin à plus de six mois de conflit entre les deux nations. À la faveur de ce contexte mémoriel, le Service historique de la Défense propose une exposition temporaire sur le site de Vincennes, retraçant les faits de cet événement, aussi marquant que négligé dans l'histoire de France. Au travers d'une présentation riche en documents originaux issus des fonds du SHD, l'exposition montre ainsi comment l'armée française a dû, en quelques mois, se réinventer face au défi prussien. Innovations techniques, emploi d'unités irrégulières, évolutions stratégiques, la guerre impose une adaptation. De la surprise initiale à l'humiliante perte de l'Alsace-Lorraine, des combats sur tout le territoire au déchirement de la Commune de Paris, les pièces exposées montrent la multiplicité des acteurs du conflit, et l'empreinte qu'ils ont laissée dans la mémoire collective de la fin du XIX^e siècle.

Du 15 mars au 13 août 2021. Au château de Vincennes, Service historique de la Défense (SHD).

OUVRAGES



GUIDE DE GÉNÉALOGIE

Si les archives de la Seconde Guerre mondiale sont nombreuses, il est parfois difficile de s'y retrouver. En ce qui concerne la Résistance en France, retracer le parcours d'une personne engagée dans cette lutte est pourtant nécessaire dans la compréhension de ses motivations. C'est précisément l'objectif que se donne l'auteur à travers ce livre. Vous guidant dans vos recherches archivistiques, Fabrice Bourrée vous indique où et comment chercher des documents dans des lieux de conservation multiples. Des fonds du Service historique de la Défense aux archives nationales, en passant par celles de l'épuration et des criminels de guerre, sans oublier les décorations françaises et étrangères, vous pourrez ainsi retracer l'histoire de vos ancêtres qui ont combattu pour la libération de la France.

Retracer le parcours d'un résistant; guide d'orientation dans les fonds d'archives, de Fabrice BOURRÉE, Archives & Culture (coédition ministère des armées), 2020, 111 pages, 13 €.



13 ANS ET DÉJÀ RÉSISTANTS

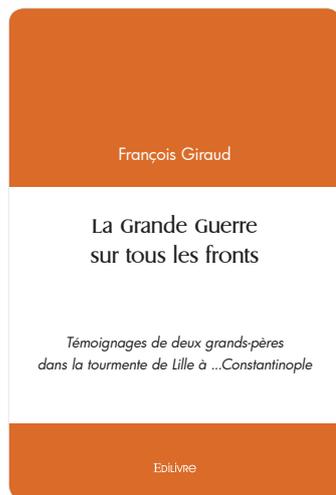
Cet album à destination des 9-12 ans complète la série « Les enfants de la Résistance » de Benoît Ers et Vincent Dugommier. Juin 1940, l'armée française ne parvient pas à repousser les forces militaires allemandes. En quelques semaines, la défaite devient inévitable. Pendant qu'une partie de la population fuit en direction du sud, le maréchal Pétain signe l'armistice avec l'Allemagne nazie et ordonne la cessation des combats. Dans un petit village de l'Est, trois enfants, Lisa, Eusèbe et François, ne l'entendent cependant pas de cette oreille. Mais comment lutter contre un si féroce adversaire lorsque l'on a que treize ans ? Leur curiosité et leur sens moral vont pourtant leur permettre de mener quelques actions dans l'espoir que leur engagement serve à mettre fin à l'occupation.

Les enfants de la Résistance; le journal de 1940-43, de Laurent AVEZOU, Larousse, 2020, 125 pages, 14,95 €.

Chemins de **MÉMOIRE**

+ D'EXPOSITIONS + D'OUVRAGES

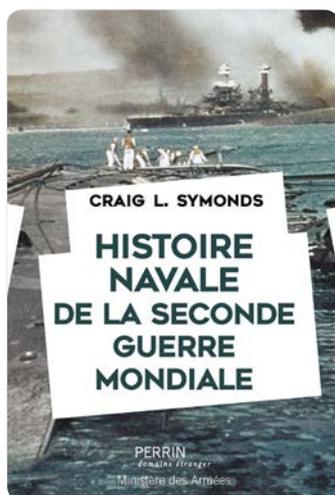
cheminsdememoire.gouv.fr



HISTOIRE FAMILIALE

Drame effroyable, la Grande Guerre l'a été pour de nombreuses familles. Si de multiples témoignages ont été publiés, permettant de mieux comprendre le "vécu" des Poilus, il est souvent difficile de les situer historiquement au sein des grands événements militaires et politiques qui jalonnent la Première Guerre mondiale. La découverte par l'auteur d'archives familiales a constitué une opportunité pour révéler simultanément le parcours de ses deux grands-pères : Henri Giraud et Gabriel Verley, respectivement capitaine et soldat de 1^{re} classe en 1914. L'histoire même des fronts, Occidental, de l'Est et d'Orient a pu être abordée au travers de leurs différents engagements. Par ces témoignages précis, la Grande Guerre se révèle sous nos yeux comme une lourde épreuve pour tous les Français.

La Grande Guerre sur tous les fronts, de François GIRAUD, Edilivre, 2020, 422 pages, 29 € (version papier) ou 4,99 € (version numérique).



BATAILLES NAVALES

Ancien professeur au Naval War College de Newport et professeur émérite à l'Académie navale des États-Unis, l'Américain Craig L. Symonds est un éminent spécialiste de l'histoire maritime. Beaucoup d'ouvrages traitent des dimensions navales du second conflit mondial, de la place qu'ont occupée la Royal Navy, la Kriegsmarine et l'US Navy. Néanmoins, celui-ci se donne pour mission d'évaluer l'impact des forces de l'ensemble des nations belligérantes sur le cours de la guerre et dans sa globalité. La bataille de l'Atlantique, où dominèrent les U-Boote allemands, ou encore l'attaque de Pearl Harbor en 1941 y sont évoquées. Fort de nombreuses sources inédites, l'historien s'appuie également sur divers témoignages afin de raconter la Seconde Guerre mondiale en mer, telle que les contemporains l'ont vécue.

Histoire navale de la Seconde Guerre mondiale, de Craig L. SYMONDS, Perrin (Coédition ministère des armées), 2020, 993 pages, 29 €.



LUTTER ET SAUVER

Découvrez 40 personnalités qui ont combattu le nazisme. Lors de la Seconde Guerre mondiale, des femmes et des hommes de toutes nationalités se sont engagés, au péril de leur vie, pour lutter contre le nazisme et sauver des juifs. Plusieurs sont ainsi devenus de célèbres résistants à l'image de Jean Moulin, l'abbé Pierre, Germaine Tillion ou encore des époux Aubrac. D'autres sont reconnus comme « Justes parmi les nations ». Pour chaque personnage, un portrait illustré et de nombreuses rubriques permettent de comprendre les moments-clés qui ont ponctué leur vie : engagement, arrestation, déportation, évasion. Mais aussi la nature de leurs actions, comme le sabotage ou le renseignement, qui ont contribué à la défaite allemande en 1945.

Résistance : 40 figures contre le nazisme, de Sylvie BAUSSIÉ, Gallimard Jeunesse, 2020, 96 pages, 9,90 €.



DE RÉSISTANT À HOMME DE LETTRES

Créé par le général de Gaulle, l'Ordre de la Libération distingue ceux qui, dès 1940, ont rejoint la France Libre et la Résistance. Parmi eux, des militaires et des civils, des communistes et des royalistes, des prolétaires et des hommes de lettres se sont engagés. Romain Gary appartient à cette dernière catégorie. Avant de devenir l'un des plus grands auteurs de la deuxième moitié du XX^e siècle, ce Français d'origine lituanienne faisait partie des 1038 hommes et femmes nommés Compagnon de la Libération. Engagé dans l'armée de l'air, il va mener de multiples opérations et totaliser, à la fin du conflit, plus de 25 missions offensives et compter plus de 65 heures de vol de guerre. À travers cette bande dessinée, découvrez la période combattante de ce résistant pas comme les autres.

Les Compagnons de la Libération; Romain Gary, de Catherine VALENTI et Claude PLUMAILL, Bamboo édition, 2020, 56 pages, 14,50 €.



L'ANNÉE 1941 AU MONT-VALÉRIEN

Le 23 août 1941, les neuf membres du réseau Nemrod sont condamnés à mort. Trois d'entre eux, Jan Doonick, Maurice Barlier et Honoré d'Estiennes d'Orves sont exécutés au Mont-Valérien le 29 août. Ils sont les premiers des 158 hommes fusillés en 1941 en cet endroit qui, au cours de cette même année, devient le principal lieu d'exécution d'hommes condamnés à mort pour faits de résistance. Central, mais aussi stratégique par sa géographie et son environnement, le Mont-Valérien est à l'échelle régionale puis nationale, le principal lieu d'exécution des peines capitales dans l'organisation répressive allemande.

L'étude des parcours des fusillés au Mont-Valérien en 1941 permet de comprendre l'évolution des politiques de répression, l'intensification de la guerre idéologique sur le territoire national mais également dans toute l'Europe. S'intéresser aux engagements de ces hommes revient par ailleurs à mettre en lumière l'accroissement des actes de résistance individuels et collectifs ainsi que leur efficacité grandissante. Inaugurée en début d'année 2021, l'exposition « L'année 1941 au Mont-Valérien » permet de mettre en évidence les destins singuliers d'hommes condamnés à mort ou otages, l'idéologie nazie ainsi que la réponse répressive apportée aux actes de la Résistance.

HONORÉ D'ESTIENNE D'ORVES

Compagnon
de la Libération

80^e

ANNIVERSAIRE

de son exécution

**Le lieutenant de Vaisseau Honoré d'Estienne d'Orves instructeur
sur la Jeanne d'Arc en 1932. © Musée de l'Ordre de la Libération.**